

Votants	Pour	Contre
16	16	0
Abstentions		0
N'a pas pris part au vote		0

Publié le : 03/03/2020
Notifié le : néant

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Délibération de la commission permanente du Département de l'Aude

Séance du 28 février 2020

Dossier n°23

Objet de l'affaire : Taxe d'aménagement : création d'une nouvelle zone de préemption des ENS commune de Gruissan

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, articles L. 215-1 et suivants traitant du droit de préemption des espaces naturels sensibles des Départements,

Vu la délibération du Conseil général de l'Aude du 26 septembre 1994 créant une zone de préemption sur les communes des cantons littoraux et délégrant le droit de préemption au conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres,

Vu la stratégie départementale pour la biodiversité adoptée par délibération du Conseil général de l'Aude du 22 octobre 2012,

Vu la délibération de la commune de Gruissan,

Vu l'avis favorable du Centre régional de la propriété forestière (CRPF) du 12 novembre 2019,

Vu l'avis de la chambre d'agriculture de l'Aude, réputé favorable en l'absence de réponse expresse dans le délai de deux mois,

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Aude du 22 décembre 2017 approuvant le règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Aude du 2 avril 2015 portant délégation à la commission permanente,

Considérant qu'au sein de la première région française en matière de biodiversité, l'Aude dispose d'un patrimoine naturel tout à fait exceptionnel, mais qui peut cependant être menacé du fait de l'évolution des activités humaines,

Considérant que la déprise agricole d'une part, qui engendre la formation des milieux, et l'urbanisation croissante de certaines zones touchant particulièrement le littoral, d'autre part, concourent à l'uniformisation et à la disparition de ce patrimoine naturel,

Considérant qu'afin de protéger celui-ci, le Département de l'Aude mène depuis les années 80 une politique des espaces naturels sensibles basée sur deux outils : d'une part, la perception d'une taxe des espaces naturels sensibles permettant de subventionner certaines actions, d'autre part, l'exercice d'un droit de préemption décrit par l'article L215-1 et suivants du code de l'urbanisme,

Considérant qu'une zone de préemption des espaces naturels sensibles (ZPENS) a ainsi été instituée sur plusieurs communes du département entre 1986 et 2016, dont une spécifiquement sur le littoral,

Considérant que la stratégie départementale pour la biodiversité, adoptée en commission permanente du 22 octobre 2012, a défini, au titre de l'ambition n°1 « préserver et valoriser le patrimoine naturel dans les propriétés départementales en le rendant accessible », le besoin de moderniser cette zone de préemption au titre des ENS, en fonction de l'emprise géographique des sites de l'inventaire naturaliste audois réalisé pour le Département,

Considérant que sur le littoral audois, le Département a instauré une zone de préemption en 1994 et 2013 (sur les communes de Fleury d'Aude, Narbonne, Gruissan, Peyriac de Mer, Bages, Sigean, Port la Nouvelle, La Palme, Leucate, Fitou), et y a délégué le droit de préemption, en application de l'article 215-8 du code de l'urbanisme, au Conservatoire du littoral, cet établissement public réalisant des acquisitions sur une zone d'intervention autorisée par son conseil d'administration,

Considérant que la commune de Gruissan a sollicité le Département afin d'étendre sur l'île de Saint-Martin et sur le massif de la Clape la zone de préemption des ENS déjà présente au nord de la commune,

Considérant que l'île Saint-Martin, faisant partie du site n°3 « étangs de Bages-Sigean et périphéries » (noté 10 sur 10) de l'inventaire naturaliste audois réalisé pour le Département dans le cadre de la stratégie départementale pour la biodiversité, comporte des richesses naturalistes importantes, les garrigues de cette île étant notamment identifiées comme une zone de haute sensibilité,

Considérant que d'autres aspects remarquables justifient la création d'une zone de préemption, comme le demande la loi instituant en 1985 les ENS et le droit de préemption correspondant :

- Présence de nombreuses stations de flore patrimoniale : *Erodium foetidum*, *Artemisia caerulescens*, *Althenia filiformis*, *Limoniastrum monopetalum*, *Limonium diffusum*, *Bupleurum semicompositum*, etc...
- Identification d'un cortège ornithologique de pelouses méditerranéennes et de boisements clairs : traquet oreillard, pipit rousseline, pie grièche à tête rousse et méridionale, engoulevent d'Europe, grand-duc d'Europe, etc...
- Inventaires de reptiles protégés par la loi : lézard ocellé et psammodrome algire
- L'île se trouve dans le périmètre des sites Natura 2000 complexe lagunaire de Bages-Sigean et étangs du Narbonnais et de la ZNIEFF Garrigues de l'île Saint-Martin
- A noter également une valeur paysagère reconnue : bords du littoral préservés, pelouses méditerranéennes et boisements en coteaux, fond de talweg en culture viticole, vestiges archéologiques, etc...

Considérant que le massif de la Clape, qui fait partie du site éponyme n° 348 de l'inventaire naturaliste audois, possède également des richesses naturalistes majeures :

- Faune très riche et remarquable. Site de nidification de l'aigle de Bonelli. forte densité de grands-ducs. Gîtes pour plusieurs espèces de chiroptères. Présence de reptiles protégés, tels que le lézard ocellé, le psammodrome algire, la couleuvre de Montpellier, etc...
- Plusieurs stations de plantes patrimoniales et protégées ont été inventoriées (exemples : *Atractylis humilis* L., *Ophrys tenthredinifera* Willd., *Teucrium brachyandrum* S. Puech, etc...)
- Ce massif se trouve dans le périmètre des sites Natura 2000 FR9101453 massif de la Clape et de la ZNIEFF montagne de la Clape
- A noter également la valeur paysagère préservée : boisements, falaises, garrigues en interface avec quelques parcelles de vignes

Considérant que la carte présentant cette extension de la ZPENS du littoral sur la commune de Gruissan est consultable en annexe, les territoires concernés par l'extension figurant en hachuré rouge,

Considérant que la loi de création des espaces naturels sensibles impose également de consulter les organisations professionnelles agricoles et forestières sur ces zones de préemption et qu'à ce titre, la chambre d'agriculture de l'Aude et le centre régional de la propriété forestière (CRPF) de l'Aude ont été consultés en 2019 : le centre régional de la propriété forestière a répondu positivement à cette extension de la ZPENS sur cette commune, alors que la chambre d'agriculture n'a pas formulé de réponse après un délai de deux mois, son avis étant donc réputé favorable,

Considérant que le conseil municipal de Gruissan a délibéré positivement le 24 septembre 2019 sur cette extension et sur les cartes proposées,

Vu le rapport du président du Conseil départemental,

LA COMMISSION PERMANENTE

après en avoir délibéré,

Approuve l'extension de la zone de préemption espaces naturels sensibles initiale, instaurée le 26 septembre 1994 sur la commune de Gruissan, sur l'île Saint-Martin et le massif de la Clape comme présenté sur la carte ci- annexée, afin de faire évoluer la zone de préemption des espaces naturels sensibles permettant de répondre à des enjeux de protection de la biodiversité audoise.

Autorise le président du Conseil départemental à déléguer au conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le droit de préemption des ENS sur cette nouvelle zone.

Le Président du Conseil départemental,



André Viola

ANNEXE 2 carte extension ZPENS GRUISSAN

Délibération Taxe Aménagement création d'une zone de préemption des ENS - GRUISSAN

